

# LE RÈGNE DE L'OPACITÉ



## SECRET ET OPACITÉ : BOÎTE À OUTILS

- **Paradis fiscal** : centre financier situé dans des îles exotiques ou au cœur des quartiers d'affaires des grandes métropoles. Il articule fiscalité faible, secret et opacité.
- **Secret bancaire** : le banquier ne peut légalement communiquer aux autorités aucune information sur ses client.
- **Trust** : entité juridique permettant à une personne de faire gérer son patrimoine ou ses activités pour un bénéficiaire donné. Ni le bénéficiaire, ni le créateur du trust ne peuvent alors être identifiés (même s'ils sont une seule et même personne).
- **Société écran** : société, sans activité réelle, assurant le lien entre deux autres filiales créatrices de richesses, dont elle concentre les profits.

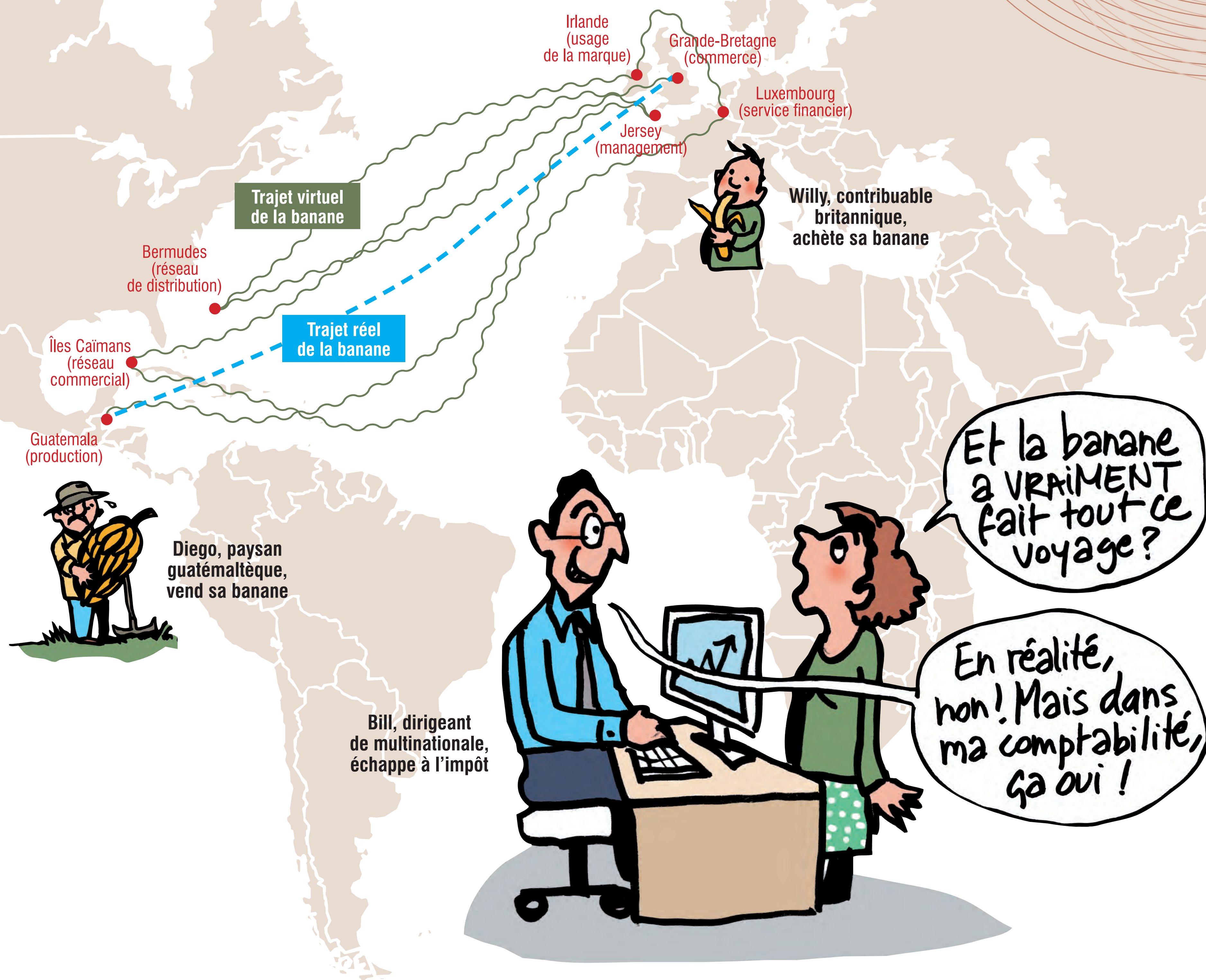
## L'OPACITÉ AU CŒUR DE LA FINANCE MONDIALE

Notre planète compte 192 États. On compte au moins 60 États ou territoires considérés comme **paradis fiscaux**. Soit 3 fois plus qu'il y a 40 ans. Plus de 50 % de l'argent du commerce international transite par ces territoires. Ils abritent près de 11 000 milliards de dollars. Dans plus de 2,4 millions de sociétés écrans notamment...

> À la City de Londres,  
il suffit de 45 mn et de 555 euros  
pour créer une société.  
Sans fournir la moindre pièce d'identité.



# LA MAGIE DES MULTINATIONALES



## LES GRANDS BÉNÉFICIAIRES DU SYSTÈME

**Les premiers utilisateurs des paradis fiscaux sont les entreprises multinationales** qui évadent leurs bénéfices et capitaux : elles génèrent plus de 60 % des richesses concentrées dans ces territoires.

**Comment ?** Les maisons mères des multinationales multiplient leurs filiales dans les paradis fiscaux, puis elles manipulent leur comptabilité pour faire artificiellement apparaître les profits dans ces filiales non imposées. Les richesses peuvent donc ne pas être enregistrées là où elles sont véritablement créées !

**En s'enrichissant de la sorte,** les multinationales opèrent une véritable déconnexion des activités financières de l'économie réelle : elles deviennent elles-mêmes source d'opacité.

> 60 % du commerce mondial relève des transactions entre les filiales d'un même groupe.

> Jersey, 120 km<sup>2</sup>, climat anglo-normand, est le premier exportateur de banane vers l'Europe.



# LE RÔLE-CLÉ DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS



## LES GUIDES DE L'OPACITÉ

L'organisation de l'opacité, complexe par définition, repose sur l'intervention d'intermédiaires juridiques et financiers : les banques, les avocats d'affaires et les cabinets d'audit et de conseil assurent ce rôle peu glorieux... mais lucratif ! Ces experts disposent des compétences nécessaires pour assurer le rôle-clé de "guide de l'opacité" : présents à la fois dans nos économies et dans les paradis fiscaux, leurs services mettent en lien et conseillent les entreprises et grandes fortunes, mais également les paradis fiscaux eux-mêmes qui perfectionnent l'opacité de leur réglementation.

Ce travail d'optimisation du système – constant, discret, efficace – est fondamental : il offre aux fraudeurs la longueur d'avance nécessaire pour échapper aux velléités de contrôle des gouvernements agacés.



**« Il y a un bâtiment dans les Îles Caïmans qui accueille 18 000 entreprises. Soit c'est le plus grand bâtiment au monde, soit c'est le plus grand schéma d'évasion fiscale au monde ».**

Barack Obama, président des États-Unis, 23 octobre 2008



# QUAND LE G 20 FAIT LES GROS YEUX !

## G 20\* : PAS À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Le 2 avril 2009 à Londres, le G 20 inscrivait la lutte contre les paradis fiscaux à l'agenda international. L'initiative aurait pu être historique. Elle fut timide, hélas. Les utilisateurs des paradis fiscaux auraient pu être mis au pas.

Le G 20 choisit de lister les territoires eux-mêmes, avec les difficultés politico-diplomatiques que cela supposait : une vingtaine de paradis fiscaux sous influence de grandes puissances – dont les plus importants – furent d'emblée écartés. Quant à l'échange d'information fiscale imposé aux territoires listés, il ne bénéficie jamais aux pays du Sud. **Résultats** : de simples "engagements" de quelques paradis fiscaux à l'égard de quelques États puissants... Vraiment, pas à la hauteur des enjeux !

\*Le G 20 réunit les 19 pays les plus riches + l'Union européenne.

> Selon l'ONG internationale Tax Justice Network, l'État du Delaware aux États-Unis est le paradis fiscal le plus nocif au monde. Londres, avec la City, le cinquième.



> La France a dressé sa propre liste de paradis... 18 confettis pesant moins de 0,25 % de la finance offshore mondiale !



# DES SANCTUAIRES POUR CRIMINELS ET CORROMPUS



## LES BMA\* DU CONGO-BRAZZA

Assis sur la quatrième réserve d'or noir en Afrique, les 4 millions d'habitants du Congo-Brazzaville devraient être richissimes... Pourtant, 70 % vit dans la misère. L'espérance de vie n'atteint pas 50 ans. Pourquoi ? Simplement, l'argent du pétrole "s'évapore" vers les paradis fiscaux, trop souvent au profit de la famille Sassou Nguesso, au pouvoir...

Entre 2003 et 2005, il manquait un milliard de dollars dans le budget de l'État ! Direction : "Sphynx Bermuda", société écran des Bermudes, "Likouala SA", aux Îles Vierges britanniques, ou encore Anguilla... À l'autre bout de la chaîne, on ne se refuse rien. Denis Chrystel, le fils, dépensait en 2006 des centaines de milliers d'euros chez Dior, Louis Vuitton, le tout prélevé sur son compte à Hong Kong, lui-même alimenté par une société écran des Antilles... La famille, elle, est en cause dans une affaire judiciaire en cours à Paris : comment expliquer avec leurs seuls salaires qu'ils aient pu financer les 18 biens immobiliers répertoriés en France par la police, sans parler des 112 comptes en banque ?

\*Biens mal acquis.

> « Un bordel financier dans lequel tout criminel au monde peut trouver un lit. ».

C'est ainsi que fut décrit le Liechtenstein lors d'un colloque très sérieux à l'Université de Cambridge.

> Dans les paradis fiscaux, 1/3 de l'argent volé aux pays du Sud provient des criminels et des individus corrompus.



# LE CANCER DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

> Chaque année, la fuite illicite des capitaux des pays du Sud – 600 à 800 milliards d'euros – représente près de 10 fois le montant de l'aide publique au développement versée par les pays industrialisés.



## QUAND LES CHIFFRES ONT DU SENS

**5 :** on peut éradiquer 5 fois la faim dans le monde avec l'argent qui s'échappe des caisses des pays du Sud.

**10 :** quand 1 euro d'aide publique au développement arrive du Nord, 10 euros s'échappent des pays du Sud vers les paradis fiscaux.

**50 % :** le Ghana estime que l'évasion et la fraude fiscales lui coûtent 50 % de son budget annuel.

**125 :** 125 milliards d'euros de recettes fiscales ne sont pas perçues et ne peuvent être mises au service du développement.

**1 000 :** l'ONG Christian Aid a calculé que l'évasion fiscale est responsable de la mort de près de 1 000 enfants par jour dans les pays en développement.

## LE HOLD-UP DES PAYS DU SUD

**Nuisibles aux pays industrialisés, les paradis fiscaux tuent dans les pays pauvres !** Les administrations fiscales y sont particulièrement faibles face aux moyens des grandes multinationales. Ils ne peuvent lutter contre la fraude et l'évasion fiscales qui représentent pourtant un manque à gagner insoutenable : jusqu'à la moitié du budget national !

**Ce sont là des hôpitaux et des écoles qui ne fonctionnent pas,** ou ne seront jamais construits. Les politiques publiques des pays pauvres pouvant être sérieusement compromises, leurs gouvernements affaiblis se voient contraints de recourir au cercle vicieux de l'endettement, de s'en remettre aux ambiguïtés de l'aide des pays riches : bref, d'abandonner une part de leur souveraineté.



# UN DINDON DE LA FARCE: LE CONTRIBUABLE !

## LES PASSE-DROITS DES UNS FONT LE MALHEUR DES AUTRES

Aujourd'hui les multinationales sont bien organisées pour recourir aux paradis fiscaux et échapper à l'impôt dans leur pays d'activité. Prêts à tout pour les attirer, les États ne cessent de diminuer l'impôt sur les grandes entreprises et les particuliers fortunés, ce qui n'empêche pas ces derniers de tout faire pour y échapper...

Mais dans ce système mondial où se développent à la fois l'évasion fiscale des grandes entreprises et les exonérations à leur égard, les pertes de recettes pour les gouvernements sont considérables ! Comme les politiques publiques doivent être financées, le poids de l'impôt est reporté sur le citoyen, notamment à travers l'impôt injuste, la TVA. Mais les fraudeurs fiscaux renoncent-ils aux infrastructures et politiques sociales que le contribuable finance ?



> En France, l'impôt sur les sociétés est de 33% hors exonérations. Les PME payent en moyenne 30%. Compte tenu des rabais fiscaux et de l'évasion fiscale, les entreprises du CAC40 payent 8%.





# AIDONS L'ARGENT À QUITTER LES PARADIS FISCAUX

## IL Y A URGENCE À AGIR !

Mettre un terme aux paradis fiscaux, ça peut paraître un peu fou : d'autres combats semblent plus évidents à remporter. Et pourtant... la pression exercée sur les décideurs a commencé à payer : au cours des 12 derniers mois, notre proposition phare – obtenir des entreprises qu'elles rendent des comptes sur leur activité pays par pays – a été reprise par l'OCDE, la Commission européenne et le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Europe. **Allons plus loin ! Exigeons des positions claires de la part des chefs d'État du G 20 réunis en novembre 2011 en France.**



Nos propositions :

## 3 REVENDICATIONS CONTRE L'OPACITÉ FINANCIÈRE

- > Des comptes transparents pays par pays pour les multinationales.
- > Des registres publics pour identifier les bénéficiaires réels des trusts.
- > Coopération fiscale et judiciaire effective entre les États, notamment avec les pays du Sud.

## AGISSONS !

- Mobilisez-vous en envoyant un maximum de cartes postales à vos amis !

Chaque envoi sera comptabilisé et une carte postale sera transmise aux dirigeants du G 20 en novembre 2011. C'est la pression qui paye !

- Envoyez une lettre à votre banquier en lui demandant de faire toute la lumière sur les filiales installées dans les paradis fiscaux.

- Sollicitez vos élus (municipaux, départementaux, régionaux) pour qu'ils s'engagent dans le combat contre les paradis fiscaux en soumettant l'attribution des marchés publics à des conditions de transparence sur l'implantation mondiale des compagnies postulantes et de leurs filiales.

- Devenez fan de la lutte contre les paradis fiscaux Venez donner votre avis et suivre toute l'actualité de notre combat : [www.facebook.com/aidonslargent](http://www.facebook.com/aidonslargent)



Rendez-vous sur :  
[aidonslargent.org](http://aidonslargent.org)